

La coopération internationale à l'ombre des sommets

André Jacob

Volume 8, Number 1, Spring 1995

Les régions

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301301ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301301ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Jacob, A. (1995). La coopération internationale à l'ombre des sommets. *Nouvelles pratiques sociales*, 8(1), 1–11. <https://doi.org/10.7202/301301ar>



La coopération internationale à l'ombre des sommets

André JACOB
*Responsable des liens internationaux
Revue Nouvelles pratiques sociales
Département de travail social
Université du Québec à Montréal*

Depuis quelques années, plusieurs sommets internationaux sur le développement réunissant les « grands de ce monde » ont permis de faire le point sur les orientations et les stratégies que l'Occident met de l'avant ou plutôt impose à ses partenaires. L'encre n'était pas encore séchée sur les documents adoptés par le récent Sommet des Amériques (Miami, 1994) que l'on se rencontrait pour le Sommet mondial sur le développement social de Copenhague (mars 1995). Tous ces *sommets* n'empêchent pas les *développeurs* de tout poil de garder leurs couteaux bien affûtés afin de poursuivre le dépeçage de la planète. Tous ergotent sur le développement, la lutte à la pauvreté, le succès économique, le marché libre. Mais les discours rassurants sur le développement durable ne suffisent pas pour briser les amarres qui permettraient de donner l'essor à un développement réel, intégré, favorable à tout le monde ; la grisaille des bidonvilles, des *réserves* autochtones et des quartiers populaires, sans oublier la désertion des campagnes, étalent des situations qui traduisent bien la misère sociale, morale et économique, et le désarroi politique que ne parviennent pas à masquer les déclarations solennelles prometteuses de lendemains dorés.

Depuis le Sommet mondial sur le développement et l'environnement (Rio, 1992) en passant par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Vienne, 1993), la Conférence mondiale sur le développement de la population (Le Caire, 1994), le Sommet spécial du G 7 sur l'emploi (Naples, 1994), la Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995), le Sommet spécial du G 7 sur la société de l'information (Bruxelles, 1995), l'environnement physique, social et économique semble ne jamais avoir été aussi mal en point. « Quant aux questions sociales, écologiques, anthropologiques », estime Valérie Peugeot (1995 : 22),

[...] elles restent profondément inféodées aux dogmes économiques dont la croissance, pensée comme une source de bien-être universel et de développement, demeure le mythe fondateur. Les conclusions totalement décevantes du sommet social de Copenhague en constituent une illustration frappante : l'action sociale y est pensée comme un filet de sécurité, censé réparer les effets secondaires dommageables d'une économie libérale débridée ; et le développement social semble être le nouveau concept à usage exclusif du Sud, comme si le Nord n'avait pas atteint les limites de son propre modèle de développement.

Dans une telle conjoncture, il est très pertinent de s'interroger sur le sens de la participation de la revue *Nouvelles pratiques sociales* au débat sur le développement international, sur la coopération internationale et sur le renouvellement des pratiques sur le plan international. Le mandat est vaste, certes, et c'est justement pourquoi il est important d'établir les paramètres de notre réflexion et de notre action.

DES STRATÉGIES USÉES SOUS DE NOUVELLES CUIRASSES

Depuis quelques années, le discours politique néolibéral dominant impose avec adresse le sens du développement social et économique. Alors que les théoriciens parlent de néolibéralisme, ceux qui le mettent en œuvre (notamment les grandes sociétés multinationales et les organisations mondiales de gestion comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale) s'en tiennent à des notions lénifiantes sur le développement. On fait référence au développement durable et communautaire, à la participation, à la magie des règles du marché, etc. Comme le souligne Petrella (1995 : 36) :

Le résultat le plus significatif de cette formidable machine à discours, recherché et obtenu, est la banalisation des problèmes et des enjeux de notre temps. On a ainsi réussi à banaliser l'environnement. [...] Pourtant, peu de pays sont en train de réaliser concrètement les engagements signés à Rio dans l'Agenda 21. Ainsi, d'après le rapport 1994 du World Watch Institute, la

dégradation de l'environnement dans le monde se poursuit-elle d'une manière encore plus forte que par le passé. De même on est train de banaliser la pauvreté et, fait encore plus significatif, l'exclusion sociale.

L'agenda caché du grand capital financier commence à émerger en pleine lumière parce que les discours ne suffisent plus à faire accepter des réalités criantes. « Symbolique coïncidence », dira Jacques Decornoy (1995 : 16) :

Le « Sommet social » de Copenhague – signe d'une inquiétude, sinon d'une volonté d'agir – s'est tenu en mars alors que se succédaient les rafales de mauvais vent sur les marchés monétaires, mouvements spéculatifs aux terribles conséquences sur les populations. [...] Ceux qui au sein de la société disposent d'un emploi peuvent y vaquer sans trop s'interroger sur le phénomène appelé insécurité. Il sera toujours temps de se préoccuper du chômage, des inégalités croissantes, de l'enseignement, du sort des immigrés, de l'urbanisme.

Le matraquage idéologique devient insistant, superbe dans la jouissance de sa conquête incessante des marchés, marchés souvent fondés sur des masses de consommateurs, souvent plus potentiels que réels comme c'est le cas en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Dans une telle conjoncture, *Nouvelles pratiques sociales* s'interroge et veut ouvrir la porte au débat sur les enjeux des nouvelles pratiques de conquête des marchés occultés par de fausses préoccupations de développement durable, et leur impact sur les politiques et les pratiques sociales.

En fait, qu'en est-il de ce fameux développement durable ? En 1992, le Sommet mondial sur la santé et l'environnement organisé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), intitulé *Notre planète, notre santé*, déclare que le développement durable doit reposer sur deux principes d'action : premièrement, l'accès équitable aux ressources pour tous les individus, toutes les régions et tous les pays ; deuxièmement, la participation de tous les citoyens et de toutes les citoyennes, qui s'avère essentielle pour atteindre des niveaux acceptables de développement dans des secteurs névralgiques et fondamentaux comme l'éducation, la santé, l'environnement, le logement et l'alimentation. Les perspectives de cette vaste stratégie de participation prennent un sens différent de celui développé dans les années 60 où l'on parlait de prise en charge du développement, de changements politiques et de développement intégral ; aujourd'hui, la participation évoquée dans les différents sommets, par exemple, autant au Sommet de Rio qu'à ceux de Copenhague et de Genève, est réduite à une vague influence des citoyens et citoyennes sur les décisions politiques pour en arriver à une utilisation judicieuse des ressources limitées (OMS, 1992 : XXXIII). Dans les visées néolibérales, la participation ne signifie pas renforcement du pouvoir populaire mais utilisation stratégique

des populations pour implanter des mécanismes de contrôle du développement local et de privatisation, notamment dans le champ des politiques sociales (santé, éducation, logement, etc.). La concentration de plus en plus poussée des stratégies de développement signifie réduction du pouvoir des consommateurs et des consommatrices. Ces stratégies sont en effet planifiées et contrôlées par différents types de pouvoirs économiques (capital financier, commercial et industriel) que détiennent, par exemple, des grands propriétaires immobiliers dans le secteur du logement, des grandes sociétés multinationales dans le secteur de la santé (notamment le domaine pharmaceutique et les services), dans le secteur de l'alimentation et dans bien d'autres domaines de l'exploitation des ressources et des populations. Les grandes orientations mondiales reposent sur une stratégie de collimation assez précise : 1) l'abolition des frontières de tout ordre doit déboucher sur une réduction du sens de la citoyenneté et promouvoir la participation à l'univers infini de la consommation ; 2) la participation des consommateurs et consommatrices devient essentielle à l'implantation de nouveaux modèles de développement ; 3) le développement économique global, sous-entendu privé et profitant à une minorité, ne peut faire autrement qu'avoir des retombées bénéfiques pour la population de toute la planète. Ce credo de l'intégrisme néolibéral semble une aporie au commun des mortels et s'apparente à un ogre dont l'appétit serait insatiable et la force, démesurée. Pourtant, sur la route sinueuse du développement se trouvent des David pour affronter le nouveau Goliath pérorant sous la cape de la mondialisation de l'économie.

LA RECHERCHE D'ALTERNATIVES

Sous l'œil inquiet du géant, malgré les tentatives d'extension sans fin d'un filet multifilaire, se lèvent diverses voix, autant en recherche que sur le terrain des pratiques locales, régionales ou nationales, pour analyser, critiquer, développer des stratégies alternatives et pour maintenir le cap vers un développement fondé sur les droits fondamentaux. Comme le signalent Frank et Fuentes (1990) dans un article remarquable, le lien entre les organisations locales, régionales, nationales et internationales est, de plus en plus, non seulement possible mais nécessaire dans la recherche d'alternatives aux gabegies destructrices de l'intégrisme néolibéral. Les réalisations locales deviennent tout aussi importantes et significatives que les réalisations babyloniennes du capitalisme triomphant, hautement médiatisées (par exemple, les signatures d'accords internationaux, les signatures de contrats lors de visites à caractère politico-économique de ministres et d'hommes d'affaires dans des tournées de promotion et d'implantation du secteur privé occidental dans les pays de l'hémisphère sud, etc.). Le cumul

des connaissances sur les expériences pratiques de développement constitue un volet significatif du nouveau substrat idéologique qui sous-tend la recherche d'alternatives au développement sauvage. À titre d'exemple, souligne Gélinas (1995) :

Des réalisations de toutes sortes, que l'on découvre aujourd'hui à profusion dans le Tiers-Monde profond, viennent démentir le vieux postulat sur lequel repose toute l'idéologie de l'aide internationale, à savoir que l'épargne n'existe pas dans les pays sous-développés et que ceux-ci ne disposent pas des ressources financières et technologiques nécessaires à leur propre développement. Ce postulat constitue en soi un déni d'auto-développement. Il traduit en chiffres et en équations négatives un préjugé maintenant bien ancré voulant que les peuples dits sous-développés soient dépourvus de ce ressort irremplaçable de progrès socio-économique qu'est le désir de chacun d'améliorer son sort par l'épargne et par l'accumulation d'un patrimoine technologique.

Il devient de plus en plus évident que la recherche d'alternatives politiques, sociales et économiques instituent un nouveau champ d'étude en soi, car elles font appel à une analyse de la politique sociale dans sa globalité et à de multiples formes de pratiques, tant dans leurs orientations que dans leurs stratégies.

En ce qui concerne les politiques sociales, toute contribution au débat est bienvenue. Actuellement, des myriades de spécialistes des politiques et des pratiques sociales se mettent au service du progrès économique – lire : du secteur privé dominant. Le dernier sommet, coiffé du titre magnifique *Politique sociale dans une société globale*, en fournit une belle illustration (Morales-Gómez et Torres, 1995). Dans ce vaste univers de la politique sociale, il est nécessaire de réduire l'écart entre le palier macro (la globalisation de l'économie) et le palier micro (le développement social, culturel et économique des régions et des communautés) si l'on veut se mettre à la recherche d'alternatives. En réalité, les contradictions entre la globalisation et le développement réel ressortent d'une façon tellement aiguë que sont en train d'apparaître de nouveaux paramètres pour définir la politique sociale. Par exemple, au Brésil, les mesures imposées par le Fond monétaire international en 1990 ont entraîné la faillite du système de santé et de sécurité sociale. À São Paulo seulement, une vingtaine d'hôpitaux ont déclaré forfait pendant que des entreprises privées très coûteuses ont ouvert des cliniques sur les ruines du système public, et seule une minorité de la population pouvait alors avoir accès à ce nouveau type de services. Dans ce même Brésil soumis aux diktats du FMI, les 8 millions d'enfants de moins de 14 ans habitent les rues en affrontant le banditisme, la prostitution, la faim, la violence et toute la gamme de problèmes sociaux qui découlent d'une exclusion massive et systématique de larges secteurs de la population, mais cela n'empêche pas les grands

propriétaires terriens et la bourgeoisie en général de continuer à s'opposer fermement à toute forme de changement. Ce seul exemple illustre la tragédie qui se joue présentement sur toutes les grandes scènes de la vie. Bien sûr, dans les discours officiels sur le développement international, on tente de nous convaincre que l'être humain est au cœur du développement. Mais nous ne sommes pas dupes : ce n'est pas vrai que l'être humain est sujet actif du développement ! On parle de globalisation de l'économie sans prendre en compte les conditions concrètes du développement des peuples. En réalité, dans la vision et les visées néolibérales, les citoyens, je le répète, ne sont plus citoyens de droit mais des consommateurs à la merci du marché mondial.

Permettre à l'être humain d'être au cœur du développement est devenu un enjeu fondamental de la réflexion et des luttes idéologiques en coopération internationale. Il faut donc reposer sans cesse des questions aussi fondamentales que celles-ci : Comment satisfaire les besoins des populations ? Comment combattre la pauvreté dans la nouvelle conjoncture ? Comment affronter l'accroissement démographique rapide ? Comment favoriser le développement régional face au développement sauvage des grandes capitales ? Comment assurer le développement social et économique tout en protégeant l'environnement ? Comment habiliter les populations à participer au développement humain, social, économique, culturel et politique ? Comment établir des passerelles entre le développement local, régional, national et mondial sans qu'il y ait des masses de laissés-pour-compte ? Bien sûr, les réponses s'avèrent complexes. Une chose semble certaine : la magie du marché libre ne donne pas les résultats dont rêvent les thuriféraires du néolibéralisme. Rassurez-vous, nous n'avons pas la prétention de fournir toutes les réponses non plus. Dans cette conjoncture internationale en mouvance, génératrice d'alternatives multiformes, *Nouvelles pratiques sociales* met l'épaule à la roue et prétend contribuer à enrichir le débat à sa manière. NPS promeut le questionnement sur les pratiques sociales, et c'est dans le champ de la coopération internationale que s'alignent les pistes de réflexion. Comme le souligne Vachon, réintroduire l'humain dans le développement représente déjà tout un défi, réfléchir sur les pratiques de coopération internationale (développement local, développement communautaire, coopératisme, politiques sociales, etc.) s'inscrit tout à fait dans notre créneau. Pour sa part, Petrella introduit la notion de *nouveau contrat mondial*. Il parle d'abord de la révolte nécessaire pour faire émerger de nouvelles stratégies d'action contre les pouvoirs aveugles ; de raison contre la déraison de l'argent et du marché ; de justice contre la barbarie sans nom des jeux des banquiers anonymes ; du citoyen contre les nouveaux empereurs babyloniens de l'empire du marché libre.

Le deuxième pas est de travailler énergiquement en faveur du contrat mondial, du nouveau contrat social à l'échelle locale, nationale, continentale et mondiale qui, comme jadis le contrat national a été à la base du développement social extraordinaire des sociétés occidentales et a permis le développement de leur richesse, sera la base d'un nouveau développement social de la génération planétaire que nous sommes. (Petrella, 1995 : 37-38)

NPS veut participer au débat sur les nouvelles stratégies autant sur le plan local, national qu'international.

POURQUOI METTRE SUR PIED UN COMITÉ DE CONSULTATION INTERNATIONAL ?

Le développement d'un comité de consultation international peut répondre à plusieurs motifs aussi valables les uns que les autres (nécessité de confronter nos perspectives à celles d'autres chercheurs et praticiens dans les mêmes sphères d'activité, importance de susciter des débats critiques sur diverses situations sociales et, bien sûr, importance stratégique dans notre bassin de lecteurs, lectrices, etc.). En tout état de cause, NPS veut établir les orientations et les conditions de réalisation d'une pratique éditoriale internationale selon ses orientations, ses créneaux, sa culture organisationnelle, ses mandats, ses pratiques en émergence et ses perspectives d'avenir.

Une question fort simple mais non moins fondamentale s'impose : Pourquoi déployer les voiles pour chercher des vents nouveaux ? En réalité, nous pourrions aller plus loin sur le plan géographique mais faire du surplace pour ce qui est des contenus, des débats et des perspectives critiques si nous ne cherchions qu'à revêtir notre revue de ses plus beaux atours pour aller parader sur les routes internationales. Métaphore certes mais qui nous amène à nous demander en quoi un comité de consultation international va enrichir notre pratique. De fait, l'identité de NPS se dessine de plus en plus clairement sur le terrain national québécois avec une ouverture sur des réalités nord-américaines et d'outre-frontières. Les réalités locales et nationales d'ici ne sont pas si différentes cependant de ce qui se passe ailleurs. En outre, tous les citoyens et citoyennes du monde sont appelés à se redéfinir comme *acteurs politiques à part entière*, que ce soit ici ou ailleurs (Peugeot, 1995 : 22). Nous, incluant nos lecteurs et lectrices, pouvons donc tous apprendre énormément d'analyses et de pratiques réalisées ailleurs, et nous osons espérer que nos recherches et nos expériences pourront s'intégrer à des démarches qu'entreprennent des communautés locales ou des équipes de recherche ou d'intervention en Amérique latine, en Afrique, en Asie, dans le Maghreb ou ailleurs. Lier le

local, le national et l'international, n'est-ce pas le fondement même d'alternatives sociales ? Comme le note Samir Amin (1994 : 28-29), « le choix entre ces deux stratégies [lier l'urbain au rural, le local à l'international] dépend d'abord de l'issue des luttes locales ; l'option de progrès implique le succès d'alliances nationales, populaires et démocratiques capables de sortir des ornières de la « compradorisation » », c'est-à-dire du commerce obligé entre les compagnies coloniales et les populations locales.

Dans cette perspective de liaison du local à l'international, les réflexions que nous soumettons, par leur sens même, indiquent que nous privilégions une conception de la collaboration internationale qui dépasse le type de choix que font plusieurs revues, soit se doter d'une liste de « gros noms » du monde universitaire ou politique afin de rehausser le prestige de leur revue et ainsi escompter une plus grande visibilité et une plus grande reconnaissance auprès des bailleurs de fonds. Nous accordons autant d'espace aux échanges avec des gens des milieux de pratique que des milieux universitaires. C'est donc une stratégie d'échanges avec nos collaborateurs et collaboratrices que nous proposons.

En outre, NPS, dans sa vocation même, n'est pas une revue à caractère international au sens strict et elle joue un rôle dynamique sur le terrain local, régional et national alors que les revues internationales doivent forcément être un peu plus générales, se donner comme mission la diffusion de connaissances seulement et viser un créneau de lecteurs, lectrices spécialisés. NPS se veut proche des lieux de pratiques et de ses acteurs, lesquels vivent des situations particulières. C'est ce qui fait la richesse de la revue, ce qui la caractérise et, en quelque sorte, justifie sa pertinence sociale et établit sa crédibilité. En ce sens, l'ouverture sur l'extérieur ne signifie pas seulement aller chercher des collaborations externes mais aussi contribuer à susciter des débats à l'extérieur par un apport significatif à des réflexions pouvant intéresser d'autres chercheurs, formateurs, intervenants sociaux loin de nos frontières géographiques, politiques, idéologiques, théoriques et pratiques aussi.

Ces considérations nous encouragent à nous engager dans une ouverture en dehors de nos frontières. Les échanges à divers niveaux représentent un moyen de mieux nous outiller pour jeter un regard critique sur nos propres réalités. C'est pourquoi les échanges avec des collaborateurs, collaboratrices de divers horizons peuvent être riches autant sur le plan théorique que pratique. Utopie, diront les sceptiques ! Nous osons croire que nos efforts porteront leurs fruits en temps et lieu.

LE COMITÉ DE CONSULTATION INTERNATIONALE DE LA REVUE NPS

La coopération internationale vient appuyer nos efforts pour être un lieu de débats critiques et consciencieux. Nous voulons donc étendre les échanges internationaux afin d'établir une base de collaboration rigoureuse. « Échange » fait appel à des rapports réciproques sur le plan de la publication d'articles mais aussi pour l'organisation de colloques et de séminaires réunissant chercheurs, formateurs et intervenants au Québec et dans d'autres pays. Nous pouvons publier des articles d'auteurs étrangers mais NPS peut ouvrir aussi les portes à des auteurs d'ici, désireux de publier à l'étranger et de participer à des activités de coopération internationale.

L'ABC de l'organisation nous dit qu'il faut d'abord chercher des collaborateurs et collaboratrices. Nous avons expliqué pourquoi, mais où et comment en arriver à des rapports dynamiques et créateurs ? S'en remettre au hasard des contacts est notre premier réflexe, mais cela ne suffit pas. Nous établissons notre propre réseau et nous collaborons avec divers réseaux en comptant inviter des chercheurs, des formateurs et des intervenants à participer à NPS sur les bases de nos orientations et de notre appel à la collaboration. À titre d'exemple, le Consortium canadien pour le développement social international regroupe des chercheurs, des formateurs et des intervenants du Canada tout entier et d'autres régions du monde, notamment d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et du Sri Lanka ; un tel regroupement ouvre les portes à diverses collaborations avec des gens de diverses régions. Nous ne mettons pas sur pied une superstructure au niveau de l'organisation et de la communication : nous travaillons à la mesure de nos ressources. L'hypergenèse pourrait nous être fatale, car l'existence de NPS ne repose pas d'abord sur sa base internationale mais se nourrit de ses racines locales, régionales et nationales. L'ouverture à la dimension internationale ne nous fait pas perdre notre caractère propre, bien au contraire, elle le rehausse, l'enrichit et nous projette en avant avec plus de vigueur.

Les préoccupations de NPS peuvent rejoindre plusieurs milieux, car elle touche divers champs de pratique et champs d'étude (politiques sociales, action communautaire, coopération internationale, rapports sociaux, droits humains, etc.) qui font tous l'objet d'un questionnement dans l'actualité internationale. NPS participe à la réflexion de diverses réalités, à la recherche d'alternatives et de renouvellement des politiques et des pratiques sociales. Cette contribution aux débats sociaux peut se faire en vase clos mais aussi en interaction avec des collègues de divers domaines, pays ou milieux de pratique.

NPS tente d'innover en diversifiant ses sources d'inspiration et ses collaborateurs et collaboratrices. Évidemment, la langue de publication doit faire partie des considérations importantes mais nous comptons nous doter de moyens pour maintenir nos échanges dans diverses langues. NPS participe aussi à des débats à l'intérieur des frontières canadiennes. Des collègues francophones sont rattachés à plusieurs universités en dehors du Québec (Ottawa, Saint-Paul, Laurentienne, Toronto, Colombie-Britannique, Halifax, Moncton, etc.) et des collègues anglophones peuvent être intéressés à collaborer à divers dossiers.

Malgré la course au prestige par la publication dans les revues anglophones, notre réalité s'inscrit dans la francophonie : elle couvre l'Europe, une partie de l'Amérique du Nord, le Maghreb, une bonne partie de l'Afrique. Il devient donc de plus en plus intéressant d'établir des contacts avec des collègues de ces diverses régions. Si nous voulons être conformes à nos orientations, nous devons accorder une place toute particulière à nos collègues du Sud (Amérique latine, Antilles, Afrique et Asie). Les conjonctures sociales et politiques, d'une façon générale, sont très différentes mais les échanges pourraient être extrêmement fructueux, car l'acuité des situations forcent des réflexions intéressantes et riches sur les alternatives dans le champ des politiques et des pratiques sociales.

NPS ouvre sa porte sur le monde. Pour la revue, les réalités locales, tant au Nord qu'au Sud, et internationales sont en lien direct ou indirect. Le débat critique sur les pratiques sociales doit être en mesure, non seulement de suivre le débat sur l'impact du triomphe de l'idéologie néolibérale, mais aussi de contribuer à ébranler les assises du discours dominant et à trouver des alternatives. Notre politique de petits pas en ce domaine ressemble, par analogie, au développement de l'économie alternative devenue si importante sur tous les continents de l'hémisphère sud. Cette démarche, toute hypogée qu'elle soit, finira par faire pousser des arbres dont les fruits seront les alternatives issues de la réflexion et de la pratique.

Bibliographie

- AMIN, Samir (1994). « En réponse au chaos mondial », dans HÉNAIRE, Jean (sous la direction de), *Démocratie, développement et droits de l'homme*, Genève, Centre international de formation à l'enseignement des droits de l'homme et de la paix, collection thématique, 18-30.
- DECORNOY, Jacques (1995). « Anonyme insécurité : vainqueurs et vaincus dans la jungle de la mondialisation », *Le monde diplomatique*, avril 1995, 16.
- DE STAAL, Gilles (1994). « Échec des réformes », *Le monde diplomatique*, vol. 41, n° 487, 15.

- GÉLINAS, Jacques B. (1995). « Vers un développement autofinancé par l'épargne intérieure », *L'Agora*, avril, vol. 2, n° 6, 31-33.
- GUNDER-FRANK, André et Marta FUENTES (1990). « Civil Democracy : Social Movements in Recent World History », dans AMIN, Samir *et al.* (sous la direction de), *Transforming the Revolution : Social Movements and the World System*, New York, Monthly Review Press, 139-180.
- MORALES-GÓMEZ, Daniel et Mario TORRES A. (1995). *Social Policy in a Global Society*, Ottawa, International Development Research Centre.
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ – OMS (1992). *Notre planète, notre santé*, rapport de la Commission OMS, santé et environnement, Genève.
- PETRELLA, Riccardo (1995). « Répondre à la révolte : un contrat mondial », *Transversales : Science/Culture*, numéro spécial, mars-avril, n° 32, 35-38.
- PEUGEOT, Valérie (1995). « Émergence d'une citoyenneté mondiale », *Transversales : Science/Culture*, numéro spécial, mars-avril, n° 32, 22-23.
- VACHON, Bernard (1993). *Le développement local : théorie et pratique. Réintroduire l'humain dans la logique du développement*, Montréal, Gaëtan Morin Éditeur.